

▲ Sur la croissance

Deux définitions très simples et très générales :

« Croissance d'un pays : Augmentation de la richesse économique d'un pays, mesurée à travers deux indices, le PIB et le PNB, qui montrent de combien l'économie du pays a évolué au cours d'un an. »

« Croissance d'une entreprise : Augmentation durable de la production de biens et de services sur le long terme. »

Je ne sais pas pour vous, mais quand j'entendais le mot « croissance » avant de savoir ce qu'il signifiait vraiment, je pensais systématiquement à une belle plante verte ou à un arbre en train de pousser : quelque chose, en somme, qui renvoie à la première acception du mot : croître, c'est grandir. Quand on me parlait de la croissance d'un pays, je m'attendais donc à ce qu'il s'agisse de son développement, ou de l'augmentation de sa population, ou encore d'une amélioration de sa situation économique et sociale. Je me trompais manifestement. En fait, quand un homme politique ou une personne présentée comme un expert utilise le mot "croissance", ce n'est pas à ces indicateurs de développement positif qu'il se réfère. Dans le cas d'un pays, il s'agit d'une augmentation sur l'année en cours du produit intérieur brut du pays, ou du produit national brut, tous deux des mesures du volume d'activité des entreprises du pays et de leurs bénéficiaires. Dans le cas d'une entreprise, il s'agit de l'augmentation des bénéfices et des dividendes annoncés pour les actionnaires, les seuls vrais décideurs du fonctionnement et de l'avenir de l'entreprise, bien avant son fondateur ou ses employés.

La simple formulation du mot « croissance » par un individu devrait amener deux questions chez toute personne saine d'esprit :

1) Croissance de quoi ?

et surtout

2) Croissance pour qui ?

La première question vient remettre en cause la pertinence du choix de la « croissance » comme indicateur de développement d'un pays, car elle ne tient aucun compte du bien être ni de l'amélioration du sort des individus, qu'il s'agisse de la qualité du système de santé qui leur est proposé, de leur éducation, ou encore de la paix sociale dans l'environnement considéré. Des considérations comparables sont formulables dans le cadre de l'entreprise.

La seconde question nous renvoie à l'inégale répartition des richesses. Je me rappelle, comme si c'était hier, du cours de géographie au collège, lors duquel on comparait le développement des pays entre eux en les classant par PNB/habitant croissant. Cette comparaison avait le mérite (involontaire ?) d'induire chez nous l'idée fausse que l'argent que brasse un pays est également réparti entre ses habitants. Un corollaire de cette idée serait de dire que quand le PNB du pays augmente, la part qu'en tire chaque citoyen augmente. La seconde idée fausse que ces comparaisons induisent, c'est que si le PNB/habitant du pays A est plus grand que celui du pays B, alors la situation, économique pour le moins, des citoyens du pays A est très probablement meilleure que celle des citoyens du pays B. Absolument faux, à moins qu'on présuppose que le système d'inégale répartition des richesses est le même dans les deux pays (ce qui dans un monde pessimiste n'est pas à exclure vu que les

richesses profitent en général aux mêmes groupes de population, c'est ce que j'appelle l'œcuménisme du capital : ils sont tous frères devant leur banquier suisse).

Quand un homme politique dit « il faut plus de croissance pour rétablir la France », il faut entendre « mes amis et moi ne sommes pas rassasiés, pourriez vous travailler encore plus pour nous ? ».

Dans une économie de marché comme celle de la France, le bien être social et économique des individus est un difficile équilibre entre la force de travail (les employés) et la force du capital (les actionnaires). Pour ne pas avoir à faire face à leur défaillance face aux actionnaires quand il s'agit de contrôler l'économie d'un pays, les hommes de pouvoir (qui ne disposeront plus bientôt que du pouvoir de dire « oui » en fait) se déchargent sur l'autre côté de la balance, les faibles sur qui ils ont encore une influence : les citoyens qui travaillent, et qui doivent finalement travailler plus, pour que dans des stations de sport d'hiver, au bord de plages sans voisinage ou à la cafétéria d'un terrain de golf au milieu du désert, quelques individus puissent se plaindre, une paille au bord des lèvres, de la mauvaise conjoncture et de la tension des marchés.

J'ai toujours écouté avec stupéfaction la façon dont ces handicapés sociaux parlent du « marché » comme d'un fils imprévisible :

« Comment se porte le marché aujourd'hui ?

Le marché semble se relever doucement ce matin.

La crise d'hier l'a beaucoup affecté.

Le marché rebondit.

Le marché a intégré toutes les informations publiées...

Le marché souffre.

Le marché réagit. »

Le marché est au fond tout ce qu'ils ont, car ceux qui les entourent ne les voient plus que pour ce qu'ils rapportent, et n'attendent d'eux que chiffres et certitudes. Au sommet de l'échelle ? Ils sont pour moi au bord du gouffre. Ceux à qui j'accorde encore le bénéfice du doute quant à leurs motivations ne se rappellent d'ailleurs pas comment ils en sont arrivés là. Mais bon, si le marché l'a décidé...

La croissance est donc un indicateur biaisé du développement, qui n'indique la santé, en somme, que du portefeuille de ceux qui la contrôlent. Les autres auront des miettes s'ils sont bien sages.

La force du « discours de croissance » qui nous est tenu, tient en fait dans son apparente inéluctabilité. On nous présente les choses comme allant de soi, et on nous demande sans cesse plus d'efforts, car « nous sommes menacés », nous dit-on, par la malfaisante main d'œuvre bon marché des plus pauvres que nous, qui pour atteindre notre PNB/habitant (voir plus haut), veulent voler nos emplois... « c'est donc ça la mondialisation » : tout un programme. A la vérité, ils pensent qu'en criant leurs mensonges plus forts que les autres, ils en feront une semi vérité mais, comme dit mon livre préféré :

« Ils cherchent à tromper Allah et les croyants; mais ils ne trompent qu'eux-mêmes, et ils ne s'en rendent pas compte. » (Coran, sourate 2, verset 9).▲